



**COMPTES RENDUS ANALYTIQUES**

**DE LA REUNION-DEBAT TENUE DURANT LA 119<sup>ème</sup> ASSEMBLEE A GENEVE  
(OCTOBRE 2008)**

sur le thème

***"Changements climatiques, modèles de développement durable  
et énergies renouvelables"***

qui sera examiné par la deuxième Commission permanente  
(*Développement durable, financement et commerce*)

à la 120<sup>ème</sup> Assemblée à Addis-Abeba (Ethiopie) en avril 2009

## **Changements climatiques, modèles de développement durable et énergies renouvelables**

Point 3b) de l'ordre du jour

*Réunion-débat sur le thème à l'examen de la deuxième Commission permanente  
du développement durable, du financement et du commerce  
lors de la 120<sup>ème</sup> Assemblée (avril 2009)*

### **Séance du mardi 14 octobre** (après-midi)

*La réunion est ouverte à 14 h.05 sous l'autorité de M. P. Martin-Lalande (France), Président de la deuxième Commission permanente.*

Le MODERATEUR dit que cette réunion informelle et interactive de l'après-midi a pour but de susciter un échange de vues de nature à aider les co-rapporteurs à parachever le rapport et à établir le projet de résolution qui seront examinés lors de la 120<sup>ème</sup> Assemblée.

M. H.-J. FUCHTEL (Allemagne), *co-rapporteur*, déclare que les pays industrialisés produisent aujourd'hui encore les émissions de gaz à effet de serre les plus élevées par habitant et qu'il leur appartient donc de jouer un rôle de premier plan dans le traitement des questions interdépendantes que sont la protection du climat et la croissance économique. Le Parlement allemand a pris l'initiative du lancement d'un projet visant à équiper toutes les ambassades d'Allemagne des dernières technologies de lutte contre les changements climatiques. Dans la circonscription que l'orateur représente, on dénombre plus de 100 000 voitures pour 170 000 habitants, niveau qui n'est pas tenable. L'Allemagne a légiféré en faveur de changements importants pour soutenir un développement énergétique durable, et elle a débloqué des fonds à cette fin, en particulier d'aide aux petites entreprises.

La réunion-débat doit certes aboutir à l'adoption d'une résolution mais elle doit aussi servir à sensibiliser davantage les parlementaires au problème des changements climatiques afin qu'ils puissent mieux traiter le sujet dans leur parlement et dans d'autres instances de décision : en effet, ce dossier n'a pas été traité avec toute l'attention souhaitée par le Parlement européen.

Il faudrait que les financements publics soient complétés par le secteur privé pour que l'on puisse financer les initiatives nécessaires. Les priorités énoncées dans son projet de rapport visent l'accroissement de l'efficacité énergétique par l'introduction de dispositifs de propulsion alternatifs pour les automobiles, le rééquipement des bâtiments existants et l'installation de technologies modernes dans les bâtiments nouveaux. Les nouvelles technologies sont présentes sur le marché et il incombe aux parlementaires de veiller à ce qu'elles soient utilisées.

M. A. LINS (Brésil), *co-rapporteur*, dit que, au même titre que la crise financière mondiale, les changements climatiques, le développement durable et les énergies renouvelables sont des dossiers urgents et incontournables. Bien que la crise du crédit ne soit pas à l'origine du problème, face aux pénuries alimentaires et à la flambée des prix, les gouvernements et les marchés se trouvent dans l'obligation de trouver d'autres voies pour la croissance économique ou pour la subsistance, et la production et la consommation d'énergie sont au cœur de cette problématique.

En raison de la raréfaction des réserves de pétrole et de l'impact des combustibles fossiles sur l'environnement, il faut impérativement recourir à des sources d'énergie alternatives, thème qui est au centre de tout débat sur le développement durable. Dans le rapport 2007 du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat concernant les mesures d'atténuation des changements climatiques, il est dit que les politiques actuelles en faveur du développement durable et de l'atténuation des changements climatiques ne suffiront pas à enrayer l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre. D'autre part, dans un rapport publié en août 2007 par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), on affirme que l'élimination à terme des subventions à l'énergie dans le monde permettrait de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 6 pour cent.

Les énergies renouvelables gagnent du terrain grâce aux technologies nouvelles et à l'expansion de la production. Les biocarburants sont une énergie de substitution à court terme : ils peuvent assurer une certaine sécurité énergétique et contribuer au développement de l'agro-industrie, à la création d'emplois et de revenus ainsi qu'à la réhabilitation des zones dégradées. En outre, ils pourraient contribuer à une réduction des émissions de CO<sub>2</sub>.

Les émissions anthropiques de dioxyde de carbone dans l'atmosphère sont estimées à neuf milliards de tonnes par an. Les océans et autres écosystèmes terrestres peuvent en absorber quatre milliards de tonnes, d'où un excédent de cinq milliards de tonnes dans l'atmosphère. Les pays industrialisés ont une responsabilité historique en raison de leur consommation intensive et croissante de carburants fossiles. Les émissions par habitant des pays en développement sont encore relativement faibles et il serait légitime que ces pays puissent accroître leurs émissions afin de garantir leur développement.

Selon les estimations, la consommation mondiale d'énergie devrait augmenter de 2,1 pour cent et la production de pétrole et de gaz de 1,9 pour cent; ainsi, le déficit entre la demande et l'offre d'énergie, associé à l'épuisement progressif des réserves de carburants fossiles, à l'absence de garantie d'approvisionnement et aux pressions accrues qui pèsent sur l'environnement, font des combustibles renouvelables la meilleure option énergétique. Parmi les options énergétiques actuellement à l'étude, l'éthanol - de canne à sucre en particulier - semble être la meilleure. Contrairement à la culture de l'éthanol de maïs, la culture de l'éthanol de canne à sucre n'engendre pas de hausse des prix des denrées alimentaires, et son rendement à l'hectare est trois fois plus élevé. Cette culture ne contribue pas de façon significative à l'effet de serre. L'éthanol de canne à sucre est moins cher à produire que l'éthanol de maïs et il permet de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 55 pour cent tandis que l'éthanol de maïs n'engendre qu'une réduction de 12 pour cent.

Au Brésil, il n'y a pratiquement pas de concurrence entre l'exploitation des terres pour la production alimentaire et la production de biocarburants. La culture de la canne à sucre n'occupe que 10 pour cent du total des terres cultivées, soit 1 pour cent seulement des terres cultivables. La production d'éthanol pourrait être développée grâce à la seule réhabilitation des zones dégradées. Les avantages pour l'environnement de la production d'éthanol à base de canne à sucre ont été salués par les spécialistes de l'environnement; elle n'entre guère en concurrence avec la production alimentaire et ne présente aucun risque pour la forêt amazonienne. Le Brésil a donc un énorme potentiel pour lancer une production à grande échelle de biocarburant propre renouvelable, qui pourrait aussi être lancée dans d'autres pays, sans impact majeur sur l'environnement. L'expansion de cette culture au Brésil et dans d'autres pays n'ajouterait que 30 millions d'hectares aux terres cultivées et permettrait de remplacer par de l'éthanol 10 pour cent de l'essence utilisée dans le monde.

Tous les gouvernements sont invités à consentir un effort pour trouver des sources d'énergie alternatives, et les pays riches devraient aider les pays pauvres à mettre au point des technologies et à adopter des modèles de croissance durable. Le recours aux énergies propres et renouvelables, comme les biocarburants, aiderait le Brésil et d'autres nations à contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Le Gouvernement brésilien s'est engagé à protéger la forêt amazonienne.

M. C. FREI, *Senior Director, Energy Industries and Strategy, World Economic Forum et professeur titulaire au Energy Centre de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL)*, intervenant, prenant la parole à l'invitation du Président, dit qu'il est utile de mesurer l'ampleur du problème que représente la lutte contre les changements climatiques : à l'ère préindustrielle, la concentration de CO<sub>2</sub> dans l'air était de 280ppm alors qu'elle est de 380ppm actuellement – et que la valeur de 450ppm définit la limite au-delà de laquelle une augmentation de deux degrés Celsius de la température mondiale aurait un effet d'emballement. Dans les années 1990, les émissions de CO<sub>2</sub> dans le monde s'élevaient à 20 gigatonnes et elles sont actuellement de 26 gigatonnes. Une valeur de 20 gigatonnes permettrait de maintenir l'atmosphère dans la limite des 450ppm. Des réformes et des solutions radicales sont requises si l'on veut faire baisser ce chiffre de 26 gigatonnes.

La question qui se pose ensuite est de savoir comment les citoyens peuvent prendre conscience de l'ampleur du défi. Il y a actuellement 800 millions de véhicules automobiles dans le monde et l'Agence internationale de l'énergie (AIE) estime que, à l'horizon 2030, ce chiffre sera de 2 milliards. La consommation d'énergie de ces véhicules devra alors être réduite par un facteur de 3,3 pour que l'on atteigne l'objectif de 20 gigatonnes d'émission de CO<sub>2</sub>, et les consommateurs pourraient exiger ces réductions lors de l'achat de voitures neuves. De même, pour que la communauté internationale fasse

accepter ces changements, il faudra que les prix aient un effet dissuasif puissant. L'augmentation proposée, à savoir porter le prix à 100 dollars E.-U. la tonne de CO<sub>2</sub>, correspond à une hausse du prix du pétrole de 40 dollars E.-U. par baril.

La question est de savoir s'il y a une limite à l'utilisation accrue des énergies renouvelables : le réseau de distribution d'électricité, par exemple, exige la stabilité du système, avec parité de l'offre et de la demande à tout moment. Une capacité de stockage serait nécessaire pour les périodes où les énergies renouvelables ne peuvent pas combler le déficit. En outre, il faudrait que la demande soit modulée grâce à des systèmes de tarification intelligente pour faire savoir au consommateur à quel moment l'énergie est plus chère : dans le cadre de ces réseaux dits "intelligents", des appareils ménagers intelligents pourraient s'éteindre automatiquement lorsque le prix de l'énergie monte.

Dans le débat sur la question énergétique, on met trop l'accent sur les pays industrialisés alors que la carence énergétique est un problème pour les 1,6 milliard de personnes qui sont pauvres en énergie et n'ont accès à aucune forme d'énergie commerciale. Quatre-vingts pour cent de ceux qui vivent dans la pauvreté énergétique vivent dans les zones rurales et n'ont pas accès aux financements internationaux ou n'ont pas les capacités institutionnelles nécessaires pour amener l'électricité dans leur village. Une architecture financière internationale est nécessaire pour délivrer des ressources au niveau local.

Enfin, les changements climatiques s'accompagnent de pression sur les ressources en eau si bien que les solutions efficaces en matière climatique ne doivent pas être fortement consommatrices d'eau : la technologie de capture et séquestration du carbone, le charbon propre et les biocarburants consomment potentiellement de grandes quantités d'eau.

M. C. NUTTALL, *Directeur du Centre des partenariats novateurs au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)*, intervenant, prenant la parole à l'invitation du Président, dit que, en plus de la situation écologique grave liée aux émissions de carbone qu'a décrite M. Frei, les crises alimentaire et énergétique sont telles que les pays pauvres peuvent difficilement accéder à la nourriture et à l'énergie. Les parlementaires sont un lien entre le national et le local; ils pourraient donc jouer un rôle en encourageant un développement propre et d'autres initiatives écologiques, et en mobilisant des fonds à cette fin.

Conscients des difficultés rencontrées par les pays en développement pour accéder aux fonds nécessaires pour faire face aux changements climatiques, le PNUD, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et d'autres organismes internationaux et régionaux ont pris part à des initiatives visant à les aider à renforcer leurs capacités et à créer des outils leur permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Les pays en développement ont besoin d'aide pour s'adapter à l'impact des changements climatiques, y compris la montée du niveau des océans, les changements du contexte écologique dans lequel s'inscrit l'agriculture, et l'accès aux ressources en eau. Les grands choix publics et les changements de réglementation vont se traduire par des projets sur l'efficacité énergétique et les transports urbains. Plus de 1 000 régions dans le monde se sont engagées à travailler avec les Nations Unies à des projets similaires.

Le monde a 100 mois pour inverser la tendance que M. Frei a décrite; il faut donc mettre en place des partenariats novateurs entre secteur privé, société civile, gouvernements, ONG et parlementaires, tant sur le terrain qu'au niveau politique.

## **Débat**

Le délégué de l'EGYPTE dit que chacun a le devoir de s'attaquer au problème des changements climatiques puisque celui-ci a des conséquences extrêmement graves pour l'environnement et le développement humain. Les populations les plus pauvres seront les premières à subir les effets néfastes des changements climatiques, même si elles vivent dans les pays les moins polluants. La pollution a été causée principalement par les pays les plus riches.

L'UIP pourrait soutenir les efforts des Nations Unies en encourageant les Etats à adhérer aux traités relatifs aux changements climatiques et s'associer à des initiatives de développement durable. Elle pourrait aussi adopter un système pour mettre un terme à la dégradation de l'environnement, alléger le fardeau de la dette des pays pauvres et mettre au point des dispositifs de financement à l'appui de ce processus. A propos de l'intervention du Brésil, l'orateur égyptien tient à souligner que la canne à sucre est beaucoup plus onéreuse à produire que le maïs, principalement parce qu'elle consomme beaucoup plus d'eau.

M. A. CHANONA (Mexique) dit que le défi qui consiste à passer des combustibles fossiles aux énergies de substitution appelle une coordination mondiale, régionale et locale. Les parlementaires pourraient contribuer à renforcer les engagements pris après Kyoto et appuyer la mise en place de politiques transversales dans les Etats, les institutions publiques et la société civile. Il faudra investir plus de ressources dans l'analyse des risques et de la vulnérabilité des pays, afin de produire une cartographie des risques et des plans d'action correspondant aux besoins propres à chaque région. On pourrait créer un fonds mondial afin de soutenir la coopération économique et les échanges scientifiques. Les changements climatiques sont un phénomène mondial qui exige une réponse mondiale, des pays tant développés qu'en développement. Les énergies et les technologies propres seront indispensables. La pérennité de l'énergie, qui est au cœur du débat, nécessitera de nouveaux modes de consommation économiques et industriels. Il faudrait en outre encourager l'adoption de plans nationaux d'économies d'énergie et la mise en place de cadres réglementaires propices au développement des énergies de substitution.

M. C. NUTTALL, *Directeur du Centre des partenariats novateurs au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)*, intervenant, prenant la parole à l'invitation du Président, déclare que l'ONU entend, en effet, dresser la carte des vulnérabilités afin de déterminer la vulnérabilité de certaines zones sur la base d'une hypothèse concernant l'évolution probable du climat.

M. S. AL MARRI (Arabie saoudite) aimerait que plusieurs modifications soient apportées aux rapports. Il faut souligner les interrogations d'ordre moral que soulèvent les changements climatiques car il serait inacceptable d'engendrer des famines parce que l'on a décidé de convertir des cultures vivrières en carburant. En outre, la production de sucre, d'huile de palme et de maïs réclamant beaucoup d'eau, il faut envisager d'autres méthodes d'amélioration des capacités énergétiques et de réduction de la pollution globale. En ce qui concerne les paragraphes 26, 27 et 28 du rapport de M. Lins, il convient de préciser que certaines subventions sont importantes et acceptables si l'on veut procurer aux personnes pauvres l'énergie dont elles ont besoin pour la cuisine, l'éclairage et le transport. Les biocarburants, mentionnés au paragraphe 34, doivent être examinés sous l'angle tant négatif que positif.

M. C. FREI, *Senior Director, Energy Industries and Strategy, World Economic Forum et professeur titulaire au Energy Centre de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL)*, intervenant, prenant la parole à l'invitation du Président, dit qu'une table ronde sur les biocarburants a été chargée de faire la différence entre les bons biocarburants et les mauvais. Les biocarburants n'ont pas tous les mêmes caractéristiques et on peut opérer une différenciation géographique à propos des biocarburants, qui peuvent être une culture utile à tel endroit et une culture néfaste dans tel autre.

Mme H. HEIKKINEN (Finlande) salue le projet de rapport de M. Lins mais dit qu'il aurait pu utilement proposer une perspective plus large sur les biocarburants et les énergies renouvelables au lieu de présenter simplement une comparaison entre canne à sucre et maïs. Elle souscrit à l'essentiel du projet de rapport de M. Fuchtel et à la manière dont il présente le défi que les changements climatiques posent à tous les pays, et les différentes politiques qu'ils peuvent envisager pour y faire face. Il est juste de dire que les pays riches doivent aider les pays les plus pauvres. L'oratrice espère que la version du rapport qui sera présenté à Addis-Abeba constituera un bon exemple de travail d'équipe.

M. V. POPOV (Bélarus) appelle les parlementaires à ratifier le Protocole de Kyoto. Il demande que soit incluse dans le projet de résolution de l'UIP sur les changements climatiques une proposition tendant à ce que des mécanismes spéciaux soient mis en place dans le cadre des Nations Unies pour permettre aux pays en développement d'accéder aux technologies d'économie d'énergie, sachant que la sécurité énergétique mondiale sera un facteur clé dans le développement économique et la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. En particulier, les pays pauvres devraient être autorisés à utiliser des énergies de substitution sans craindre d'enfreindre les règles de propriété intellectuelle – faute de quoi, les technologies en question resteront le privilège d'un nombre limité de pays développés.

Mme C. RAZON-ARCEÑO (Philippines) demande qu'une perspective de genre soit inscrite dans le rapport car il est clair que les femmes et les enfants sont les plus touchés par les changements climatiques, en particulier dans les zones pauvres. Par conséquent, l'émancipation des femmes est indispensable à la réussite de la mise en œuvre des programmes sur les changements climatiques.

M. M.O. COJUANGCO (Philippines) dit qu'il faut accorder une plus grande importance à l'énergie nucléaire car elle semble être la seule solution viable et abordable à court terme par rapport à l'énergie solaire et éolienne et aux biocarburants.

M. C. FREI, *Senior Director, Energy Industries and Strategy, World Economic Forum et professeur titulaire au Energy Centre de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL), intervenant*, dit que certains pays ont mis en place une capacité de production d'énergie renouvelable, dont l'énergie éolienne, allant de 30 à 60 pour cent.

M. A. CHERRAR (Algérie) dit que l'Afrique n'a pas contribué au réchauffement de la planète mais qu'elle semble en subir les conséquences, en particulier des pénuries alimentaires. Les politiques nécessaires pour faire face aux changements climatiques à court et long termes sont insuffisantes et, sachant qu'il est peu probable que le monde puisse produire suffisamment de biocarburants, il faudra prêter davantage attention à l'énergie solaire. L'orateur appelle tous les pays qui n'ont pas encore ratifié le Protocole de Kyoto à le faire.

M. R.M. AL SHERAIQI (Emirats arabes unis) dit que les changements climatiques ont déjà eu un effet négatif sur la paix et la sécurité. Son pays s'est associé aux initiatives nationales et internationales de lutte contre les changements climatiques. Il est d'accord avec l'approche pluraliste préconisée par le représentant de l'Arabie saoudite. Les terres agricoles ne doivent pas être converties pour produire des biocarburants. Il faut prévoir des sanctions contre les pays qui ne s'acquittent pas de leurs obligations internationales et tous les pays doivent participer à la recherche d'une solution globale.

M. F. ROSSI (Chili) dit que les parlements doivent adopter des mesures pour maîtriser les émissions de gaz à effet de serre qui sont à l'origine du réchauffement de la planète. Etant donné la complexité du problème, les pays doivent adopter des politiques sérieuses et prendre des mesures concrètes pour lutter contre les émissions de CO<sub>2</sub> et remplacer les combustibles fossiles. Les subventions publiques sont nécessaires pour la mise au point des énergies de substitution.

M. M. ELFORJANI (Jamahiriya arabe libyenne) dit que, s'il souscrit à l'analyse présentée dans le rapport indiquant que ce sont les émissions de gaz à effet de serre qui ont conduit au réchauffement de la planète, il faut aussi que les effets des satellites et des essais nucléaires, qui ont porté atteinte à l'atmosphère terrestre, soient pris en compte. La communauté internationale doit se pencher sur le problème objectivement et en examiner les causes en détail afin de trouver des solutions appropriées. Les grands pays pollueurs doivent s'engager à réduire la pollution et tenir leurs engagements. La Jamahiriya arabe libyenne a adopté des lois pour protéger l'environnement, créer des centres de recherche sur le climat et limiter la pollution.

Le développement durable n'est possible que si l'on met fin à l'insécurité mondiale et à la production d'armes de destruction massive, et si les pays les plus pauvres bénéficient d'une aide pour élever leur niveau de développement, y compris l'accès à l'eau. La Jamahiriya arabe libyenne a pris des mesures pour assurer sa sécurité alimentaire. En ce qui concerne les énergies renouvelables, l'accent consacré à la production de biocarburants risque de conduire à l'épuisement des ressources de la planète et d'accroître la pression sur les prix des produits alimentaires, en accentuant la menace de la famine. Les énergies alternatives, comme l'énergie éolienne et l'énergie solaire, qui ne sont pas nuisibles pour l'environnement, doivent être développées.

M. E. EKHTIYARI (République islamique d'Iran) dit que l'échec de certains pays industrialisés dans la lutte contre les causes des changements climatiques fait peser un risque sur les populations et l'environnement, et constitue une menace mondiale pour les générations présentes et futures. La situation exige une action intégrée de la communauté mondiale, et les pays développés, source majeure d'émissions de gaz à effet de serre, doivent se conformer à leurs obligations nées du Protocole de Kyoto. La République islamique d'Iran a pris des mesures pour réduire la pollution par le recours aux énergies renouvelables. Les pays développés devraient fournir aux pays en développement les

technologies et l'aide financière dont ces derniers ont besoin pour réduire les émissions et s'adapter aux changements climatiques. L'orateur attend avec intérêt le jour où gouvernements et citoyens respecteront l'environnement.

M. N. EVANS (Royaume-Uni) dit que tous les pays, y compris les pays émergents, doivent travailler ensemble pour résoudre les problèmes environnementaux mondiaux. Il reconnaît que le monde développé doit travailler d'arrache-pied pour transférer aux pays en développement des technologies. La dépendance vis-à-vis des carburants fossiles doit être réduite mais la première génération des biocarburants n'apportera pas la réponse attendue car ils ont un impact trop fort sur l'environnement et il faudra donc mettre au point une deuxième et une troisième génération de biocarburants. Les énergies renouvelables, dont l'éolien et le solaire, doivent être mises en œuvre et il faut prendre des mesures pour lutter contre la pollution, comme une taxe sur les encombrements de circulation, et améliorer les transports publics. Des investissements devront être consentis dans les pratiques respectueuses de l'environnement pour les aéroports et les voyages aériens, et la conservation de l'énergie devra être une priorité. Il faudra également construire des centrales nucléaires.

Mme WU QIDI (Chine) dit que la Chine a été frappée par de nombreuses catastrophes naturelles et que le peuple chinois a fait l'expérience directe des effets dévastateurs des changements climatiques. Le Gouvernement chinois attache une grande importance à la lutte contre ce phénomène et a fermé certaines centrales électriques au charbon, mines de charbon et usines de ciment et d'acier. Il a également fait de grands progrès en matière d'économies d'énergie. Les pays doivent assumer la responsabilité de la part de pollution qui leur revient et souscrire à l'idée que le Protocole de Kyoto est le principal instrument pour faire face aux changements climatiques. La Chine se félicite de la *Feuille de route* arrêtée à Bali et elle forme le vœu que les pays développés continueront à agir en faveur de la réduction des émissions et à effectuer des transferts financiers et technologiques aux pays en développement. La Chine a formulé un Plan national sur les changements climatiques et s'est donné pour objectif de réduire son intensité énergétique de 20 pour cent à l'horizon 2020. La part des énergies renouvelables dans son bilan énergétique devrait, quant à elle, atteindre 10 pour cent. La Chine espère que tous les pays se rallieront à l'idée de promouvoir la conservation des ressources et la protection de l'environnement.

M. R. LARA (Colombie) dit que la Colombie est très préoccupée par les effets des changements climatiques. Les cultivateurs de café colombiens ont souffert de pénuries d'eau en raison de la fonte des neiges dans les Andes. Il est également inquiétant de constater que la crise financière mondiale pourrait avoir un impact négatif sur les investissements dans les énergies de substitution. Le rapport devra prendre en compte le développement de technologies propres et la capture du carbone car ces éléments devraient avoir un impact positif sur la sécurité énergétique dans le monde. La Colombie soutient la production d'éthanol car celle-ci apporte une réponse à court terme. La production de canne à sucre a été amplifiée en Colombie car elle n'a pas d'incidence sur la superficie des terres agricoles disponibles.

M. M. NOUHOU (Niger) dit que, étant donné les effets négatifs des changements climatiques sur tous les pays, il faut impérativement développer des modèles de développement durable. Dans un pays du Sahel comme le Niger, les changements climatiques ont eu un impact dévastateur sur la production agricole, et la répartition inégale des précipitations a contribué à la pénurie alimentaire. Dans le cadre de ses stratégies de réduction de la pauvreté, le Niger travaille avec ses partenaires pour renforcer le développement durable, construire des barrages, faire halte à la désertification, promouvoir les énergies renouvelables, dont l'énergie solaire, et assurer la protection des femmes et des enfants. L'orateur appelle les pays développés à réduire les gaz à effet de serre qui causent les changements climatiques et à aider les pays en développement à en combattre les conséquences. A travers les Nations Unies, l'UIP devrait faire pression sur tous les pays pour qu'ils signent le Protocole de Kyoto.

M. J. EIGEMAN (Pays-Bas) dit qu'il a tiré beaucoup d'enseignements de la lecture des projets de rapport et des interventions des orateurs dans l'après-midi. Les citoyens des pays développés, bien plus que ceux des pays en développement, devront modifier leur comportement en ce qui concerne l'usage des transports publics, la construction de logements et la gestion de l'énergie par les ménages. L'apprentissage des mesures à mettre en œuvre pour combattre les changements climatiques pourrait se faire grâce aux programmes scolaires mais aussi par la confrontation des expériences des pays. Les

pays riches devraient s'interroger sur la manière d'utiliser davantage le microcrédit pour aider les petites entreprises et les agriculteurs pauvres des pays en développement afin de stimuler le recours aux énergies de substitution, et réfléchir aussi aux nouvelles perspectives économiques à proposer aux populations pauvres. Changements climatiques et développement durable doivent être associés à l'alimentation et à l'eau; la problématique de l'eau étant tout à la fois une menace et une opportunité dans ce contexte.

Mme Y. REGUEIFEROS (Cuba) dit que la communauté scientifique internationale a tiré la sonnette d'alarme sur les changements climatiques, affirmant qu'il ne restait plus que 100 mois pour adopter des mesures pour sauver l'humanité. Cuba met au point une politique énergétique nationale, notamment grâce à l'éolien et au solaire. De nombreux pays semblent oublier qu'ils ont une responsabilité commune d'aider les autres. Cuba aide de nombreux autres pays d'Amérique centrale et des Caraïbes. Le réchauffement de la planète a été causé par la consommation non durable dans de nombreux pays et il appartient à chacun de promouvoir le développement durable.

Mme P. FOUTY-SOUNGOU (Congo) dit que chacun est conscient de son obligation de faire face aux changements climatiques mais que, pour l'essentiel, le réchauffement de la planète trouve son origine dans les pays industrialisés. Le Protocole de Kyoto devrait être mis en œuvre par tous, en particulier par les pays qui sont principalement responsables des changements climatiques. Des rapports ont montré que la demande est supérieure à l'offre et que, par conséquent, il faut évaluer les énergies alternatives telles que l'éolien, le solaire et la biomasse afin de s'assurer qu'elles seront viables. En outre, les politiques démographiques doivent être réexaminées étant donné l'augmentation exponentielle de la population mondiale et le lien entre croissance énergétique et pollution.

Mme S. PAHADI (Népal) dit qu'il y a un consensus de plus en plus grand chez les scientifiques sur les différents modèles des changements climatiques et sur leur impact, dont la fonte des glaciers de l'Himalaya, la montée du niveau des océans, les inondations catastrophiques, la variation des conditions météorologiques et la désertification sont les symptômes les plus alarmants. Les changements climatiques auront un effet sans précédent sur la vie de nos congénères et leurs moyens de subsistance, entraîneront le déplacement de millions de personnes et menaceront la diversité biologique.

Des pays comme le Népal ont le moins contribué aux changements climatiques, mais ils en subissent une part disproportionnée des effets négatifs; ainsi la fonte rapide des glaciers de l'Himalaya a conduit à des inondations et des glissements de terrain au cours de l'été, à des pénuries d'eau en hiver et des précipitations insuffisantes. Afin de corriger ce déséquilibre, il faudra mettre en place un mécanisme équitable de compensation en faveur des pays produisant le moins de gaz à effet de serre. Les défis sans précédent que sont les changements climatiques, la hausse des prix des denrées alimentaires et la crise financière compromettent le travail de lutte contre la pauvreté et la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. Une volonté et une détermination collectives seront nécessaires pour faire face au problème des changements climatiques.

M. T. HADJIGEORGIOU (Chypre) dit que toutes les parties sont d'accord sur les effets dévastateurs des changements climatiques et qu'il appartient aux parlementaires de veiller à ce que les gouvernements respectent les objectifs fixés pour les enrayer. Il aimerait savoir si des études ont été entreprises pour déterminer l'efficacité énergétique de la production de bioénergie à partir de la canne à sucre. L'énorme défi que représentent les changements climatiques est propice à l'innovation, à la croissance économique et au développement durable, à condition que la communauté internationale donne réellement suite à ses propres décisions.

M. J. TENORIO (Brésil) dit que la qualité du débat sur la bioénergie est compromise par l'absence d'informations sur l'impact réel des nouveaux carburants sur l'économie et sur l'environnement. Mais il apparaît que les bioénergies sont une alternative économiquement et écologiquement souhaitable au pétrole. Le projet de rapport de M. Lins montre que l'expansion de la production d'éthanol à partir de la canne à sucre ne menace pas l'Amazonie car la canne à sucre ne peut pas y être cultivée du fait des précipitations qui arrosent en permanence cette région. Le rapport infirme en outre l'argument selon lequel les bioénergies seraient responsables des hausses des prix de l'alimentation dans le monde. Dix millions d'hectares sont utilisés dans le monde pour la production de biocarburants alors que 1,2 milliard d'hectares sont utilisés pour la production alimentaire. En outre, il y a abondance de terres au Brésil et dans certains pays d'Amérique du Sud, d'Afrique et d'Asie qui pourraient être utilisées pour la production de biocarburants sans porter atteinte aux cultures vivrières.

M. H.-J. FUCHTEL (Allemagne), *co-rapporteur*, résumant le débat à ce stade, dit que l'accent mis dans les projets de rapport sur les énergies renouvelables semble rencontrer une large adhésion. Les énergies alternatives et renouvelables se prêtent davantage aux systèmes décentralisés. L'orateur est d'accord pour que l'on mentionne dans le rapport la nécessité d'envisager le recours au microcrédit. Il est vrai que l'énergie solaire est encore chère à produire, mais les prix baissent à mesure que la production industrielle se déploie : ainsi le constructeur automobile Porsche en Allemagne devrait commencer à construire des voitures électriques en 2009. L'orateur est convaincu que l'énergie solaire va encore beaucoup progresser. Il souligne par ailleurs l'importance de faire figurer dans le rapport la notion de bouquet énergétique. Mention a été faite de l'énergie nucléaire et la question mérite d'être explorée plus avant, bien que l'Allemagne soit réticente à l'idée de la développer en raison des problèmes de stockage définitif des déchets nucléaires. L'efficacité énergétique est certainement un domaine important qui pourrait être traité de manière plus complète dans la version révisée du rapport.

Mme N. SCHIMMING-CHASE (Namibie) dit que la Namibie a très peu contribué au réchauffement de la planète mais qu'elle souffre de la désertification, des inondations et de la sécheresse, qui ont toutes un effet négatif sur la biodiversité. Une emprise accrue du bush sur la savane affecterait la production de l'élevage et ferait pression sur l'agriculture de subsistance, et plus d'un quart de la population serait contraint de rechercher de nouveaux moyens de subsistance. En raison des changements climatiques, les maladies comme le paludisme font leur retour et il y a augmentation des maladies dysentériques, de la malnutrition et des infections respiratoires aiguës. Les parlementaires, au titre de leur fonction de contrôle, peuvent rappeler à l'Exécutif qu'il doit honorer les accords internationaux; ils pourraient aussi travailler en partenariat avec la société civile et les universités afin de trouver des solutions aux changements climatiques.

M. B. BAL APTE (Inde) dit que l'Inde a créé un ministère distinct et adopté une stratégie pour faire face aux changements climatiques. Les émissions de carbone de l'Inde sont sensiblement plus faibles que celles de bien des pays d'autres régions du monde. Le véritable défi consiste à faire évoluer les habitudes de la société civile car la loi ne suffira pas à protéger l'environnement. L'Inde a pour tradition de protéger la nature et c'est ce que le Gouvernement encourage les citoyens à faire. La solution consiste à passer de l'exploitation sans limite de l'énergie à une utilisation raisonnée qui permettrait d'enrichir la nature et la société, qui sont interdépendantes. Ce changement d'attitude pourrait être encouragé par les parlementaires.

M. F.-X. de DONNEA (Belgique) se dit soulagé d'apprendre que la production d'éthanol n'aura pas d'incidence sur la forêt amazonienne car cette région est essentielle pour la lutte contre l'effet de serre. La production d'éthanol et d'autres biocarburants ne doit pas se faire au détriment des forêts ou des prix des produits agricoles qui pénalisent les plus pauvres. L'orateur souhaite que le rapport et la résolution fassent référence aux importants travaux de recherche menés actuellement sur la fusion thermonucléaire.

M. A.N. LO (Sénégal) se dit d'accord avec le représentant du Royaume-Uni sur la nécessité d'une approche multilatérale pour résoudre les problèmes liés aux changements climatiques. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) est en train de mettre en place un modèle de développement durable qui favoriserait les pays les moins polluants et sanctionnerait ceux qui polluent le plus.

M. A. LEVENTIS (Grèce) dit que les changements climatiques sont une notion complexe qui n'a pas été pleinement comprise et que, par conséquent, seules des demi-mesures ont été proposées pour y remédier. L'économie mondiale repose sur une dépendance aux combustibles fossiles et soit nos congénères sont incapables de concevoir une solution de remplacement, soit ils gagnent trop d'argent pour s'en préoccuper. Le monde est en voie d'autodestruction et une cure de désintoxication s'impose. Cependant, l'option nucléaire n'est pas viable parce que le coût de traitement des déchets nucléaires, ainsi que les risques qui s'y attachent, sont prohibitifs. Les énergies renouvelables, notamment les énergies géothermique, solaire et éolienne, seront coûteuses à court terme mais elles devraient s'autofinancer grâce aux centaines de milliers d'emplois qu'elles créent. Il faut donc en amplifier le financement et faire pression sur les gouvernements pour qu'ils transfèrent l'essentiel de la consommation d'énergie sur les énergies renouvelables.

M. R. ARREGUI (Uruguay) dit que les effets des changements climatiques sont de plus en plus graves et qu'ils menacent la diversité biologique et la production alimentaire. La lutte contre les effets de la pollution a souvent été entravée par des intérêts économiques mais c'est la survie même de l'espèce humaine qui est en jeu. Le problème touche tous les pays, même ceux qui ont de très faibles émissions de gaz à effet de serre. Il faut absolument développer les énergies renouvelables, dont les énergies éolienne, solaire et hydroélectrique. Les pays qui ne cherchent que le profit doivent être invités à réexaminer leurs priorités et à assumer la responsabilité de la pollution qu'ils créent.

Mme TRUONG THI MAI (Viet Nam) exhorte tous les pays, en particulier les pays riches, à prendre des mesures fortes et concrètes pour mettre en application le Protocole de Kyoto. Le Viet Nam l'a ratifié en 1998 et a lancé des projets de recherche et développement visant à réduire les gaz à effet de serre, en particulier par la mise en place d'un mécanisme pour un développement propre de nature à promouvoir les énergies renouvelables, les économies d'énergie, le reboisement et la reforestation. En plus de protéger l'environnement, ces projets ont créé des emplois et ont donc contribué à la réduction de la pauvreté. Le réchauffement de la planète reste néanmoins une question internationale qui ne peut pas être combattue à l'échelon national ou régional seulement.

Mme O.N. CHUNG (République de Corée) dit que la République de Corée s'est dotée d'une stratégie "Faible empreinte carbone, Croissance verte" et qu'elle souscrit à la vision globale tendant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre de 50 pour cent à l'horizon 2050. La République de Corée entend en outre lancer un "Partenariat pour le climat en Asie de l'Est" qui mettra en place des programmes quinquennaux pour aider les pays à rendre leur croissance économique compatible avec les changements climatiques. Pour pouvoir mettre en place un régime de protection climatique mondiale efficace au-delà de 2012, il faudra définir des objectifs clairs de réduction à mi-parcours pour les pays développés et mettre en place des systèmes d'incitation pour la participation des pays en développement. Dans le même ordre d'idées, un Sommet mondial pour le développement durable en 2012 permettrait d'assurer le démarrage d'un nouveau régime juridique. L'oratrice recommande vivement que la question de l'énergie nucléaire figure dans le rapport.

Mme S. FUZIAH (Malaisie) dit que les progrès en matière de développement durable à l'échelle internationale ont été lents, hélas, et que l'intégration des questions d'environnement et de développement est loin d'être satisfaisante. L'environnement continue de se détériorer. Les pays développés et industrialisés doivent donner l'exemple, honorer leurs engagements au titre du Protocole de Kyoto et aider les pays comme la Malaisie qui s'efforcent de protéger le climat. L'oratrice exhorte tous les pays à adopter des modèles de développement durable, sans faire abstraction des questions de genre.

Le délégué de l'INDONESIE dit qu'il n'y a pas de panacée pour résoudre le problème des changements climatiques et qu'une réelle coopération mondiale sera nécessaire dans les domaines de la recherche et du développement, et du transfert de technologie. Il tient à rappeler à tous les signataires du Protocole de Kyoto l'importance de la *Feuille de route de Bali*, qui comprend le *Plan d'action de Bali* et esquisse un nouveau processus de négociation visant à lutter contre les changements climatiques.

M. E. QUENUM (Bénin) dit que les économies des pays d'Afrique sub-saharienne ont été gravement touchées par les changements climatiques; ces derniers pèsent sur leur développement et sur leurs initiatives de lutte contre la pauvreté. Ces pays subissent à la fois une crise alimentaire et une crise énergétique. Il est clair que tous les types d'énergies renouvelables doivent être envisagés, en particulier l'énergie solaire; une étude récente a montré que l'énergie solaire dans le Sahara pourrait produire autant d'électricité que les Etats-Unis d'Amérique.

M. C. REUTEMANN (Argentine) dit que le réchauffement de la planète a causé de graves problèmes en Amérique du Sud, notamment en ce qui concerne la production alimentaire. Il invite les scientifiques des pays développés à venir en aide aux pays en développement face aux changements climatiques. Un renforcement de la coopération internationale est nécessaire pour en atténuer les conséquences négatives, notamment la désertification et la déforestation.

M. S. HADDAD (République arabe syrienne) dit que des problèmes sont apparus parce que les gouvernements n'ont pas donné suite aux engagements pris au titre du Protocole de Kyoto. La République arabe syrienne promeut le développement des énergies renouvelables. Les pays développés doivent accepter de faire profiter d'autres pays de leur expérience et aider les pays en développement dans la lutte contre les changements climatiques.

Mme G. BENT (Nigéria) dit que le continent africain demeure le plus vulnérable aux changements climatiques, non seulement en raison de la fragilité de ses écosystèmes mais aussi parce qu'il n'a pas les moyens de réagir en cas de catastrophe. L'adaptation à l'impact des changements climatiques est rendue difficile par le manque de fonds, mais la région a manifesté un intérêt pour les activités propres à atténuer les changements climatiques. Il faut donc renforcer les capacités et promouvoir la mise en chantier de projets. Le Nigéria propose d'instaurer une commission des changements climatiques pour faire face aux problèmes que rencontre le pays.

M. A. PONLABOOT (Thaïlande) dit que les changements climatiques, les modèles de développement durable et les énergies renouvelables sont des problèmes mondiaux interdépendants. La Thaïlande aspire à une économie de suffisance comme modèle de développement durable pour contenir les émissions de gaz à effet de serre et assurer une protection sociale aux personnes confrontées aux effets négatifs de la mondialisation. L'économie de suffisance doit être au service de la population et être axée sur l'autonomie, la réduction de la pauvreté, la protection de l'environnement et la consommation durable des ressources naturelles. Les parlementaires doivent promouvoir la réalisation de l'Objectif du Millénaire pour le développement (OMD) 7 lié à l'environnement, promouvoir les transferts de technologie et diffuser les bonnes pratiques de lutte contre les changements climatiques.

M. A.H. SHAH JILANI (Pakistan) dit que la question des changements climatiques doit être analysée sous l'angle non seulement des émissions de gaz à effet de serre mais aussi du lien entre commerce, financement, technologie et développement durable. Les pays doivent agir rapidement pour mettre en place des modèles de développement durable comprenant des politiques et initiatives qui se renforcent mutuellement à l'échelle mondiale (technologies de substitution abordables, financement pour les pays en développement, renforcement des institutions nationales et coordination efficace entre institutions internationales).

M. A. LINS (Brésil), *co-rapporteur*, dit qu'il a écouté avec beaucoup d'intérêt les parlementaires de plus de 30 pays qui ont pris part au débat. Ils ont beaucoup parlé des énergies renouvelables, et pas uniquement de l'éthanol, mais aussi de l'éolien et du solaire ainsi que du nucléaire. Il s'efforcera de refléter toutes les vues ainsi exprimées dans le rapport final.

*La séance est levée à 17 h.10.*